

ARRÊTÉ N° 66/2020

signé par
Mme Fadela BENRABIA, Préfète d'Eure-et-Loir

le 7 décembre 2020

28- Préfecture d'Eure-et-Loir
SG- CCA

Arrêté portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire
au profit de M. Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

**Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à
M. Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

Vu le code des marchés publics,

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, modifiée, relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment, son article 34,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001, modifiée, relative aux lois de finances,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004, modifié, relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat et portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret du 28 octobre 2019, portant nomination de M. Xavier LUQUET, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Dreux,

Vu le décret du 30 octobre 2019, portant nomination de Mme Fadela BENRABIA, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 4 mars 2020, portant nomination de M. Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté ministériel du 28 décembre 2017, portant mutation, nomination et détachement de Mme Marie-Noëlle GILLOT, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de Directrice des ressources humaines et des moyens de la préfecture d'Eure-et-Loir, à compter du 12 mars 2018,

Vu l'arrêté de la Préfète d'Eure-et-Loir en date du 22 mars 2018, portant organisation des services de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté de la Préfète d'Eure-et-Loir n° 54/2020 du 25 septembre 2020, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire au profit de M. Adrien BAYLE, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu la note de service n° 21-2020 du 12 novembre 2020 portant affectations de Mme Emilie TRAVERS-FAINE à la direction des ressources humaines et des moyens - bureau des finances et des moyens interministériels, et de Mme Caroline MAERTEN à la direction des relations avec les collectivités locales, en qualité de cheffe du bureau des finances locales, à compter du 1^{er} décembre 2020.

ARRÊTE

Article 1er :

L'arrêté de la Préfète d'Eure-et-Loir n° 54/2020 du 25 septembre 2020, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire au profit de M. Adrien BAYLE, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, est abrogé.

Article 2 :

Délégation de signature est donnée à M. Adrien BAYLE, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable, à la liquidation des créances, au mandatement des dépenses, et à l'établissement de titres de perception sur les programmes du budget de l'Etat pour lesquels une délégation n'a pas été consentie à un chef de service de l'Etat dans le département. En cas d'empêchement ou d'absence de M. le secrétaire général, la délégation susvisée est donnée à M. Xavier LUQUET, sous-préfet de l'arrondissement de Dreux.

Article 3 :

Délégation est donnée à Mme Marie-Noëlle GILLOT, directrice des ressources humaines et des moyens à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable et à la liquidation des créances, au mandatement des dépenses sur les programmes du budget de l'Etat pour lesquels une délégation n'a pas été consentie à un chef de service de l'Etat dans le département.

Article 4 :

En ce qui concerne la gestion financière de la cité administrative, délégation est également donnée à Mme Marie-Noëlle GILLOT, directrice des ressources humaines et des moyens, à l'effet de signer tous documents relatifs à l'engagement comptable, à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses s'y rapportant. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Noëlle GILLOT, délégation est donnée à M. Thomas ANGIBAUD, chef du bureau des finances et des moyens interministériels, à l'effet de signer tous documents relatifs à l'engagement comptable, à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses s'y rapportant.

Article 5 :

Dans la limite de 30 000 €, délégation est donnée à M. Thomas ANGIBAUD, chef du bureau des finances et des moyens interministériels et à Mme Emilie TRAVERS-FAINE, adjointe au chef du bureau des finances et des moyens interministériels -chef du pôle finances- à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable, à la liquidation des créances, au mandatement des dépenses, et à l'établissement de titres de perception sur le budget de l'Etat, et pour lesquels une délégation n'a pas été consentie à un chef de service de l'Etat dans le département.

Article 6 :

Pour permettre l'exécution des dispositions du présent arrêté et du protocole du 19 décembre 2013 portant contrat de service, il est confié aux agents affectés au bureau des finances et des moyens interministériels -pôle finances

- Mme Emilie TRAVERS-FAINE, adjointe au chef du bureau des finances et des moyens interministériels -pôle finances-,
- M. Jérôme MILLION, référent départemental, approvisionneur et administrateur Chorus,
- Mme Cécile ROBINEAU, référent départemental, approvisionneur et administrateur Chorus,

le soin d'accomplir, pour le compte et au nom du délégant, les actes de gestion et d'ordonnancement des dépenses et recettes relevant des programmes basculés dans Chorus, chacun pour ce qui le concerne.

Article 7 :

Dans le cadre de la plate-forme régionale Chorus, les agents, listés en annexe 1 agissent au titre des services prescripteurs, via notamment l'application Chorus Formulaires, en vue de la création des expressions de besoins, de la constatation du service fait à la date de livraison ou de réalisation de la prestation ainsi que de la conservation et de l'archivage des pièces justificatives liées à la constatation du service fait.

Article 8 :

Dans le cas où la saisie ne pourrait être réalisée de façon dématérialisée dans le module communication de Chorus formulaires, dans le cadre des procédures définies à l'article 6, délégation permanente est donnée à M. Thomas ANGIBAUD, chef du bureau des finances et des moyens interministériels, pour signer les actes matérialisant, en particulier, l'établissement des ordres de payer et pour en assurer la transmission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thomas ANGIBAUD, la délégation de signature sera exercée, dans l'ordre, pour les matières visées au précédent alinéa par Mme Emilie TRAVERS-FAINE, adjointe au chef du bureau des finances et des moyens interministériels -chef du pôle finances- et en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de M. Thomas ANGIBAUD et de Mme Emilie TRAVERS-FAINE, par M. Jérôme MILLION ou Mme Cécile ROBINEAU, référents départementaux.

Article 9 :

Les agents listés en annexe 2 sont autorisés à utiliser une carte achat pour les dépenses éligibles à ce moyen de paiement et dans la limite des plafonds définis.

Article 10 :

Délégation est donnée à Mme Marie-Noëlle GILLOT, directrice des ressources humaines et des moyens, à Mme Béatrice TANGUY, cheffe du bureau des ressources humaines, et à Mme Odile MARTIN, adjointe au chef du bureau des ressources humaines, à l'effet de signer tous documents nécessaires à l'engagement comptable et à la liquidation des créances relatifs à la rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 11 :

Délégation est donnée à M. Vaan BARSEGHIAN, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer tous documents relatifs aux installations des régisseurs chargés d'encaisser les amendes de police municipale, tous documents relatifs à la dissolution d'une régie de recettes d'Etat de la police municipale et tous documents nécessaires à l'engagement comptable des dotations et des subventions au profit des collectivités territoriales ainsi qu'à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses sur les programmes du budget de l'Etat correspondants. Cette délégation ne concerne pas les dotations relatives à la DPU.

Article 12 :

Délégation est donnée à Mme Caroline MAERTEN, cheffe du bureau des finances locales, à l'effet de signer tous documents relatifs aux installations des régisseurs chargés d'encaisser les amendes de police municipale, tous documents relatifs à la dissolution d'une régie de recettes d'Etat de la police municipale et, dans la limite de 30 000 €, tous documents nécessaires à l'engagement comptable des dotations et des subventions au profit des collectivités territoriales et à la liquidation des créances et au mandatement des dépenses sur les programmes du budget de l'Etat correspondants. Cette délégation ne concerne pas les dotations relatives à la DPU.

Article 13 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le directeur départemental des finances publiques de l'Eure-et-Loir, le directeur régional des finances publiques du Loiret et de la région Centre-Val de Loire et le directeur régional des finances publiques de l'Ille-et-Vilaine et de la région Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Une copie de ce document sera notifiée aux fonctionnaires délégataires ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de l'Eure-et-Loir, au directeur régional des finances publiques du Loiret et de la région Centre-Val de Loire, et au directeur régional des finances publiques de l'Ille-et-Vilaine et de la région Bretagne.

Chartres, le -7 DEC. 2020

La Préfète d'Eure-et-Loir,



Fadela BENRABIA

Annexe 1 : liste des agents autorisés à exercer et à accomplir, dans l'application ministérielle Chorus formulaires, les actes nécessitant la qualité d'ordonnateur secondaire

- Mme Marie-Laure MOHIER (programmes 119, 120, 122 et 128)
- Mme Patricia RAMELLA (programmes 119, 120, 122 et 128)
- Mme Catherine MAUDHUY (FEDER, programme 119, 120, 122 et 128)
- Mme Elodie HUGUET (programmes 148, 216)
- Mme Marie-Paule LEMOULT (programme 161)
- Mme Liliane JANCI (programme 161)
- Mme Marie-Laure KIRZIN (programme 207)
- Mme Christine CARTIER (programme 207)
- Mme Sylvie DIEU (programme 207)
- M. Vaan BARSEGHIAN (programme 232)
- Mme Faustine CUNY-GRANDBLAISE (programme 232)
- Mme Sylvie DAVORY (programme 232)
- Mme Véronique MESLARD (programme 232)
- Mme Corinne FOUCAULT (programme 216)
- Mme Isabelle GUITTON (programme 216)
- Mme Odile GASMI (programme 216)
- Mme Claire HERISSÉ (programme 216)
- M. Freddy PHILOGENE (programme 216)
- Mme Véronique RAFFENEAU (programme 216)
- Mme Valérie JUNIET (programme 216)
- Mme Odile MARTIN (programmes 307, 354)
- M. Abdelaziz BOUAZIZ (programmes 307, 333, 354)
- Mme Aurore BOSSEAUX (programmes 307, 333, 354)
- Mme Stéphanie STEFANI (programmes 307, 333, 354)
- Mme Sylvie TROMBINI (programmes 307, 333, 354)
- Mme Flora MONTBRUN (programmes 307, 333, 354)
- Mme Véronique FORTIN (programmes 307, 333, 354)
- M. Thomas MOULIN (programme 112)
- Mme Kareen VILFAYEAU (programmes 723, 307, 333, 354)
- M. Philippe BUTEAU (programmes 307, 333, 354, 723)
- Mme Jennifer GAFFET (programmes 907, 348)
- M. Thomas ANGIBAUD (tous programmes hors subventions)
- Mme Emilie TRAVERS-FAINE (tous programmes hors subventions)
- M. Jérôme MILLION (tous programmes hors subventions du 119, 120, 122 et 128)
- Mme Cécile ROBINEAU (tous programmes hors subventions du 119, 120, 122 et 128)